



Compte-rendu CPPNI

DU 22 SEPTEMBRE 2026

► NÉGOCIATIONS SALARIALES : LE BLOCAGE PERSISTE

La CPPNI du 22 septembre 2026 a principalement porté sur les négociations salariales. Trois scénarios ont été présentés au cours de la réunion.

Le premier scénario, proposé par le Thermalisme (Cneth) dans le cadre de l'avenant 38, représenterait selon la partie patronale un coût d'environ 1,4 million d'euros,

Le deuxième scénario correspond à l'application de l'avenant 37 Fhp / Synerpa. Son coût est estimé selon la partie patronale à environ 136 millions d'euros pour le Synerpa et 276 millions d'euros pour la Fhp. Le thermalisme chiffre cette mesure à 19 millions d'euros.

Le troisième scénario correspond à l'application de l'avenant 39 proposé par l'intersyndicale dont la CGT fait partie, a été refusé par les parties patronales. La CGT a rappelé aux employeurs qu'actuellement, 90% à 95% des établissements notamment de la Fhp ont des rémunérations supérieures à la rémunération conventionnelle du fait d'une valeur de point supérieure à 7,26 ou des primes d'établissement. De ce fait, de nombreux salariés ne percevront aucune augmentation de salaire dans le cadre de l'application des deux avenants proposés par les parties patronales.

► LE SÉCUR RESTE LE PRINCIPAL POINT DE BLOCAGE

La CGT refuse l'intégration du Ségur dans le salaire de base. Cette intégration entraînera progressivement son absorption par les futures revalorisations du SMIC, au détriment notamment des bas salaires.

De son côté, le Thermalisme (Cneth) met en avant la baisse d'activité du secteur, l'absence de revalorisation des tarifs depuis plusieurs années et le coût que représenterait la mise en place du Ségur dans le secteur, car ce dernier n'est pas financé. Le Synerpa et la FHP maintiennent leur position en faveur de l'intégration du Ségur dans le salaire de base.

La CGT rappelle les difficultés rencontrées quotidiennement sur le terrain. Les salariés font face à des niveaux de rémunération trop proches du SMIC, à des difficultés importantes de recrutement et à de fortes attentes concernant les salaires. La colère et le mécontentement sont également de plus en plus présents dans les établissements.

► UNE RÉUNION PARTICULIÈREMENT TENDUE

Les échanges ont été particulièrement tendus en raison de l'absence d'avancée concrète sur les rémunérations. L'unanimité des syndicats représentatifs de la branche a indiqué qu'elle ne souhaitait pas poursuivre les travaux habituels sans évolution significative sur la question salariale. La possibilité d'organiser des communications communes et de soutenir des mobilisations dans les établissements a été évoquée. Le recours à un médiateur a également été envisagé.

Une suspension de séance a eu lieu à 11h35 afin de permettre aux organisations syndicales de se concerter. À la reprise des échanges, la CGT a réaffirmé ses positions. Les organisations patronales ont indiqué qu'elles feraient remonter les discussions à leurs instances dirigeantes.

► LE SÉCUR RESTE LE PRINCIPAL POINT DE BLOCAGE

La négociation salariale reste aujourd'hui bloquée. La CGT maintient son opposition à l'intégration du Ségur dans le salaire de base et demande une application commune des mesures sur les trois secteurs (FHP/SYNERPA/ THERMALISME). La CGT demande des avancées salariales concrètes afin de répondre aux attentes et aux difficultés rencontrées par les salariés. La prochaine CPPNI est prévue le 19 novembre.